

Formation des enseignant·es et CPE : la réforme doit être suspendue

Les ministres de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, cherchent à passer en force une réforme avec des textes mal construits sur des objectifs volontairement ou involontairement peu clairs. En procédant ainsi, ils préparent déjà, la nécessité de prévoir une nouvelle réforme dès qu'ils auront quitté leur

poste, afin de corriger cette précipitation.



Une réforme de la formation initiale des enseignant·es et CPE engage l'avenir du système éducatif. **Nous ne comprenons pas que les ministres agissent contrairement à l'engagement du Président de la République de suspendre les réformes importantes.** L'UNSA Éducation et ses syndicats demande la suspension de cette réforme. La situation sanitaire du pays implique de ne pas passer en force, ou pire, de profiter de l'abondance de sujets pour avancer sur ce domaine moins médiatique mais pourtant crucial.

Tel est l'objet du [communiqué de presse](#) envoyé aux journaliste le lundi 18 mai par l'UNSA éducation et deux de ses syndicats concernés par cette réforme le SE-UNSA et notre syndicat Sup'Recherche-UNSA.

Nous avons déjà appris par la presse, mi avril qu'une mission avait été confiée par les ministres de l'ENJ et de l'ESR à Mark Sherringham, inspecteur général, mission « *de conseil opérationnel et d'évaluation des politiques académiques auprès*

des recteurs qui ont la responsabilité de mettre en place les nouveaux Inspé (...) à compter du 1er mars 2020 et pour une durée de 2 ans», ([communiqué de presse](#)). **Cette mission prévoit la mise en place de Classes Préparatoires au Professorat des Ecoles dans les Lycées vient concurrencer directement les enseignements de préprofessionnalisation aux métiers de l'enseignement que les universités ont mis en place depuis de nombreuses années.** Même si cette mission semble aujourd'hui remise en cause, les deux ministères continuent à avancer une réforme importante pour notre système éducatif dans un contexte de crise sanitaire qui n'est pas propice au dialogue social.